

Brochure n° 3240 | Convention collective nationale

IDCC : 1487 | **HORLOGERIE-BIJOUTERIE**  
**(Commerce de détail)**

## **Avenant n° 46 du 7 février 2020**

relatif au dispositif « Pro-A »

NOR : ASET2050794M

IDCC : 1487

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UBH,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CSFV CFTC ;**

**FS CFDT ;**

**FEC FO ;**

**UNSA FCS,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Dans un environnement de plus en plus concurrentiel, où les acteurs de vente en ligne (GAFA, Pure player...) menacent la pérennité des entreprises, le commerce de détail doit s'adapter en relevant plusieurs défis afin de renforcer leur compétitivité et préserver ainsi l'emploi sur le territoire national.

L'étude EDEC concernant l'impact du digital dans les entreprises du commerce, menée par l'observatoire prospectif du commerce sous l'égide du ministère du travail, a, entre autres, mis en exergue trois domaines sur lesquels le renforcement des compétences devient un enjeu prioritaire afin d'éviter leur obsolescence :

#### ■ La gestion de la relation client :

- mieux appréhender le client en établissant une relation client plus approfondie ;
- s'adapter aux nouvelles exigences et aux évolutions des attentes des clients (accueil, conseil et relationnel plus poussés) ;
- fluidifier et personnaliser le parcours client ;
- développer l'information et le conseil client ;
- maîtriser les nouveaux codes de la relation client ;
- mieux connaître et interagir avec ses clients.

■ L'optimisation de la chaîne logistique :

- optimiser les approvisionnements et la gestion des flux logistiques dans une logique de développement durable ;
- sécuriser la chaîne logistique en minimisant les risques naturels, sociaux, économiques ;
- utiliser de nouveaux outils de supervision et de pilotage.

■ Le management de proximité :

- faire évoluer le rôle d'animation des managers pour accompagner les évolutions des organisations et leurs adaptations au changement ;
- adapter les modes de management et les conditions de travail aux nouvelles attentes des salariés et aux besoins des entreprises ;
- sécuriser les parcours professionnels en misant sur la formation et en accompagnant le développement des compétences des salariés.

Renforcer les compétences des salariés par la formation certifiante, pour permettre aux entreprises du commerce de faire face aux mutations économiques et sociales, et pour sécuriser leurs parcours professionnels, devient donc un enjeu majeur.

Ce renforcement en compétences, pour sécuriser les parcours professionnels, est d'autant plus important que le commerce est un secteur jeune et intégrateur sur le marché du travail, favorisant l'insertion et la réinsertion professionnelle avec environ ¼ des salariés sans diplômes (source : repère & tendances interbranches 2017, observatoire prospectif du commerce). Cela justifie l'acquisition de compétences de bases « cœur de métier » délivrées par les premiers niveaux de certifications professionnelles.

Par ailleurs, le développement omni-canal des entreprises nécessite un développement et un renforcement des compétences dans les métiers de la Data. Ces métiers prennent une place croissante dans l'analyse des données afin d'optimiser les parcours utilisateurs et les ventes.

La veille, pilotée par l'observatoire prospectif du commerce, montre également que, dans un contexte concurrentiel renforcé par les sites de vente sur internet, la santé économique des entreprises et l'emploi dépendent fortement de l'attractivité des magasins physiques. Cette attractivité passe par des boutiques au décor, au design et à l'ambiance renouvelés dans un environnement phygital où la recherche d'expérience unique vécue en magasin devient un élément clé de fréquentation, et donc de dynamisme économique. Ces nouvelles exigences impacteront directement les activités relatives au merchandising. (« Réinventer le point de vente comme média », veille n° 21, observatoire prospectif du commerce).

Pour répondre à ces enjeux socio-économiques majeurs, et prévenir de l'obsolescence des compétences des salariés, la branche du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie a constitué sa liste de certifications professionnelles éligibles à la « Pro-A » à partir de deux familles de métiers stratégiques dans le commerce pour lesquels le renforcement et l'acquisition de compétences nouvelles sont nécessaires :

- la vente : employé de commerce/vendeur, conseiller vente/manager d'un point de vente, responsable de magasin/animateur de réseau ;
- la logistique : agent logistique, préparateur de commandes, réceptionnaire/responsable d'équipe logistique/responsable d'exploitation logistique ;
- le merchandising : responsable merchandiser/visuel merchandiser/merchandiser ;
- la Data : UX Designer/Data Analyst, Data Miner.

## **Article 1<sup>er</sup> | Objet de l'accord**

Le présent accord a pour objet de fixer le cadre de la mise en œuvre de la « Pro-A » définie aux articles L. 6324-1 et suivants du code du travail.

## **Article 2 | Salariés visés**

Les modalités du présent accord s'appliquent à l'ensemble des salariés et s'inscrivent dans le dispositif « Pro-A » sous réserve du respect dans la mise en œuvre tant des dispositions conventionnelles ci-après convenues que celles légales et réglementaires applicables à ces dispositifs.

## **Article 3 | Certifications visées**

Les partenaires sociaux dressent la liste des certifications éligibles à la « Pro-A » dans le cadre d'une annexe au présent accord.

L'annexe fait partie intégrante des dispositions du présent accord.

## **Article 4 | Durée de la « Pro-A »**

La « Pro-A » s'étend sur une durée minimale comprise entre 6 et 12 mois.

Conformément aux dispositions de l'article L. 6325-12 du code du travail, les partenaires sociaux conviennent que le plafond de la « Pro-A » peut être porté à 24 mois pour les salariés.

## **Article 5 | Durée de la formation**

Les actions de positionnement, d'évaluation et d'accompagnement ainsi que les enseignements généraux, professionnels et technologiques sont d'une durée comprise entre 15 % – sans être inférieure à 50 heures – et 25 % de la durée totale du contrat de travail en cours. Toutefois cette durée pourra être portée à 50 % de la durée totale du contrat de travail en cours lorsque le référentiel de la certification l'exige.

## **Article 6 | Champ d'application**

Le champ d'application professionnel et territorial du présent accord est celui visé à l'article 1<sup>er</sup> de la convention collective nationale du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie (IDCC 1487, brochure n° 3240), notamment modifié par l'avenant n° 40 du 20 mars 2019.

## **Article 7 | Entrée en vigueur et durée**

Conclu pour une durée indéterminée, le présent accord entrera en vigueur à compter de la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

## **Article 8 | Dépôt et extension**

Compte tenu de l'objet d'intérêt général des présentes dispositions instituées en raison des spécificités du secteur d'activité et de la structure des entreprises de la branche comprenant majoritairement des entreprises de moins de 50 salariés, il n'y a pas lieu de prévoir dans cet accord de modalités spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Le présent accord sera adressé, à l'issue du délai d'opposition de 15 jours, par le secrétariat de la CPPNI, au ministère, en deux exemplaires dont un sur support papier et l'autre sur support électronique, ainsi qu'au conseil de prud'hommes de Paris, selon les dispositions de l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant conformément aux dispositions des articles L. 2261-16 et L. 2261-24 du code du travail.

## **Article 9 | Révision et dénonciation**

Le présent accord peut être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues à l'article L. 2261-7 du code du travail et L. 2261-10 et suivants dudit code.

*Fait à Paris, le 7 février 2020.*

(Suivent les signatures.)

## **Annexe 1** Certifications visées au jour de la signature de l'accord du 7 février 2020 relatif au dispositif « Pro-A »

Métier	Sanction	Libellé	N° fiche RNCP	Niveau
Agent logistique	Bac pro	Logistique	1120	4
	CAP	Opérateur/opératrice logistique	22689	3
	BEP	Logistique et transport	7387	3
	Titre pro	Cariste d'entrepôt	310	3
	Titre pro	Préparateur de commandes en entrepôt	311	3
	Titre pro	Agent magasinier	1852	3
	Titre RNCP	Opérateur logistique polyvalent	28737	3
Responsable d'équipe/responsable d'exploitation logistique	Licence professionnelle	Management des processus logistique (fiche nationale)	29992	6
	Titre RNCP	Responsable logistique	23939	6
	Titre RNCP	Responsable de la chaîne logistique	16886	6
	Licence professionnelle	Logistique et système d'information (fiche nationale)	29989	6
	Licence professionnelle	Logistique et pilotage des flux (fiche nationale)	29988	6
	Titre RNCP	Responsable des opérations logistiques	15336	6
	Titre RNCP	Responsable en logistique et transports	2577	6
	Titre RNCP	Responsable en logistique de distribution	26190	6
	DUT	Gestion logistique et transport	2462	5
	Titre pro	Technicien supérieur/technicienne supérieure en méthodes et exploitation logistique	1901	5

Métier	Sanction	Libellé	N° fiche RNCP	Niveau
Responsable d'équipe/responsable d'exploitation logistique	Titre pro	Technicien(ne) en logistique d'entreposage	1899	4
	BTS	Transport et prestation logistiques	12798	5
	Titre RNCP	Manager des achats et de la chaîne logistique – supply chain (MS)	26948	7
	Titre RNCP	Manager des opérations logistiques internationales	14528	7
	Titre RNCP	Manager de la supply chain et achats (MS)	32227	7
	Titre RNCP	Manager achats et supply chain	26146	7
	Titre RNCP	Manager transport, logistique et commerce international	27048	7
	Titre RNCP	Manager de la chaîne logistique et achats (MS)	23011	7
	Master	Gestion de production, Logistique, Achats (fiche nationale)	34032	7
Vendeur en magasin	Bac pro	Métiers de l'accueil	32049	4
	Bac pro	Métiers du commerce et de la vente/option A animation et gestion de l'espace commercial	32208	4
	Titre pro	Vendeur(se) conseil en magasin	13620	4
	Titre	Vendeur conseiller commercial	23932	4
	Titre pro	Responsable de rayon	1893	4
	BTS	Management commercial opérationnel	34031	5
	BTS	Négociation et digitalisation de la relation client	34030	5
	BTS	BTS technico-commercial	4617	5
	Titre pro	Manager d'unité marchande	32291	5
	Titre	Gestionnaire d'unité commerciale, option généraliste, option spécialisé	23827	5
	DUT	Techniques de commercialisation	2927	5
	Titre RNCP	Gestionnaire de l'administration des ventes et de la relation commerciale	28662	5
Manager/responsable de magasin	Licence professionnelle	Commerce et distribution	29740	6
	Titre	Responsable de la distribution	27365	6

Métier	Sanction	Libellé	N° fiche RNCP	Niveau
	Titre RNCP	Responsable opérationnel de la distribution	19369	6
	Titre RNCP	Chef de magasin	6577	6
	Titre	Responsable du développement de l'unité commerciale	26187	6
	Titre	Responsable marketing et commercial	18000	6
	Titre	Développeur marketing et commercial	28130	6
	Titre	Responsable du développement commercial	13596	6
	Titre	Responsable de centre de profit en distribution	29441	6
	Titre RNCP	Responsable en développement marketing et vente	19384	6
	Titre RNCP	Manager commerce retail	34329	6
	Titre RNCP	Manager de rayon	13355	5
Manager/responsable de magasin	Titre RNCP	Chargé(e) de clientèle	32204	5
	Master	Marketing, vente	31501	7
	Titre RNCP	Manager dirigeant	30814	7
	Titre RNCP	Manager de développement commercial	11541	7
	Titre RNCP	Manager marketing data et commerce électronique (MS)	30417	7
Employé de commerce	CAP	Employé de commerce multispécialités	684	3
	Titre RNCP	Employé polyvalent du commerce et de la distribution	28736	3
	Titre RNCP	Employé de commerce en magasin	8812	3
Merchandiser	Titre	Décorateur merchandiser	23872	5
Visuel Merchandiser	Titre RNCP	Visual merchandiser	23651	5
Responsable merchandiser	Titre RNCP	Responsable visuel merchandiser	23970	6
UX Designer	Licence professionnelle	Métiers du numérique : conception rédaction et réalisation Web (fiche nationale)	29971	6
	Titre RNCP	Concepteur de projets en design et arts graphiques option : design graphique, design numérique	30719	6

Métier	Sanction	Libellé	N° fiche RNCP	Niveau
	Titre RNCP Titre RNCP	Concepteur designer graphique Développeur Web	31185 13595	6 5
Data Analyst/data miner	Licence professionnelle	Métiers du décisionnel et de la statistique (fiche nationale)	29969	6
Data Analyst/data miner	Titre ingénieur	Diplôme d'ingénieur de l'École internationale des sciences du traitement de l'information, spécialité génie mathématique	8987	7
Vendeur en magasin	CQP	CQP conseiller de vente en horlogerie-bijouterie	31057	En cours
Manager/responsable de magasin	CQP CQP	CQP adjoint(e) au responsable de magasin d'horlogerie-bijouterie CQP responsable de magasin d'horlogerie-bijouterie	31055 31058	En cours En cours

(Voir page suivante.)



La présente liste n'est pas exhaustive.

Une mise à jour de cette liste sera faite régulièrement par les membres de la CPNEFP (qui a reçu délégation à ce titre par les représentants de la CPPNI de la branche du commerce de détail de l'horlogerie-bijouterie). l'intégralité de la liste sera disponible sur la liste de l'opérateur de compétences de la branche : l'OPCommerce via le lien suivant :

<https://www.lopcommerce.com/branche-professionnelle/criteres-de-prise-en-charge/criteres-de-prise-en-charge-par-branche-professionnelle/>